

Appel urgent mai 2024

AFRIQUE DU SUD

République  59,89 mio km<sup>2</sup>  28 436 066 (20)  Bloemfontein ; Le Cap ; Pretoria  
Président Cyril Ramaphosa . **L'Afrique du Sud a ratifié la Convention des Nations unies contre la torture en 1992 et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) en 2008**

La défenseure des droits humains **Nomsa Sizani**, du mouvement *Abahlali Base Mjondolo* (ABM), est menacée de mort, suite à son intervention auprès des fonctionnaires du gouvernement présents dans sa localité depuis mi mars pour discuter d'un projet d'aménagement. Ces visites ont conduit **Nomsa Sizani** à entrer dans la clandestinité. Sa vie est menacée dans un contexte de harcèlement, de menaces, d'agressions et d'homicides visant ABM.



**Nomsa Sizani** est l'ancienne secrétaire générale d'Abahlali base Mjondolo (AbM). Elle a 52 ans et quatre enfants en vie. L'un de ses fils, Samuel Hloele, aurait été tué l'an dernier par l'Unité de lutte contre l'invasion des terres

d'Ethekekwini, d'après les informations fournies par ABM. Il fait partie des 25 membres du mouvement tués depuis 2009- décompte d'AbM-.

Les membres d'AbM sont déterminés à améliorer les conditions de vie des communautés pauvres qui continuent d'être privées de leurs droits humains : le droit à un logement convenable, à l'eau et à des installations sanitaires. Ils ont dénoncé des cas de corruption au sein du gouvernement local et travaillent sans relâche pour améliorer les conditions de vie de leur communauté, en installant sur place une école, une ferme, une cuisine partagée, une boutique... Malheureusement, ils se heurtent non seulement à de la résistance, mais aussi à du harcèlement, à des actes d'intimidation, à des menaces et même à des assassinats.

Les menaces et les attaques dont **Nomsa Sizani** et les membres d'AbM font l'objet s'inscrivent dans un contexte plus large de violences et d'homicides visant les défenseurs des droits humains en Afrique du Sud. La pauvreté et les extrêmes inégalités-aggravées par le chômage généralisé et le manque d'accès à des services adaptés- ont créé les conditions propices à des problèmes sociaux, politiques et économiques. Les défenseurs et défenseures des droits humains risquent leur vie pour protéger la population d'Afrique du Sud. Pourtant, l'État les traite avec mépris et

n'entreprend quasiment rien pour protéger et promouvoir les droits humains ou amener les responsables d'atteintes à ces droits devant la justice.

La démocratie est établie en Afrique du Sud et l'apartheid a disparu. Pourtant, c'est un pays parmi les plus violents au monde et il a perdu sa confiance dans les institutions démocratiques.

La province du Kwazulu-Natal, où **Nomsa Sizani** mène ses actions, est un foyer d'assassinats politiques. Entre 2000 et 2021, 418 attaques à caractère politique ont été recensées dans tout le pays, dont 118 au Kwazulu-Natal ! L'un des facteurs qui contribuent à la violence politique dans cette province est la concurrence pour les postes de conseillers municipaux. Les conseillers municipaux disposent d'un pouvoir politique qui leur permet d'acquérir des ressources (par le biais d'appels d'offres, par exemple), ce qui peut entraîner des cas de corruption. Les défenseur·e·s des droits humains comme **Nomsa Sizani** dénoncent les actes répréhensibles commis par les autorités. Ils .elles s'exposent ainsi à de graves représailles de la part des personnes qu'ils.elles tentent d'amener devant les juges.

Le harcèlement, les actes d'intimidation, les menaces et les homicides illégaux commis contre ceux et celles qui s'engagent pour les droits humains constituent une attaque directe contre la société civile. Il s'agit d'une tentative systémique visant à intimider et à réduire au silence les militant·e·s en Afrique du Sud, à affaiblir les mouvements tels qu'AbM et à dissuader tout autre de défendre les droits humains.

**Les autorités sud-africaines doivent mener une enquête approfondie, impartiale, indépendante, et transparente dans les meilleurs délais sur les menaces de mort visant les défenseur.es des D.H.**

(Amnesty International)